



Colloque international

Les politiques de lutte contre les inégalités et les exclusions éducatives en Europe et au-delà

De la compensation à l'inclusion ?

Les 29, 30 novembre et 1^{er} décembre 2010 à Lyon

Avec le soutien de l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et à l'occasion des trente ans de politiques d'Éducation Prioritaire en France¹, l'INRP organise un colloque international sur les politiques et dispositifs consacrés à la lutte contre les inégalités et les exclusions éducatives et leur devenir. Ce colloque présentera, entre autres, les récents résultats de l'étude EuroPEP qui développe une comparaison des politiques équivalentes dans huit pays européens². Il a pour objectif de confronter les savoirs de recherche produits sur ces politiques et les problèmes qu'elles entendent résoudre, d'ouvrir le débat et d'engager la réflexion entre chercheurs, acteurs et décideurs sur les nouvelles dynamiques émergentes en ce domaine en Europe et au-delà.

Les études internationales soulignent l'absence d'amélioration significative de la situation des enfants et adolescents les plus défavorisés au niveau de l'ensemble des systèmes éducatifs. C'est ainsi par exemple que des indicateurs européens soulignent les taux importants de sorties du système scolaire sans diplôme (Eurostat, 2009). En Europe, le pourcentage des 18-24 ans qui quittent l'école sans être allés plus loin que le premier cycle de l'enseignement secondaire était de 16,4 % en 2007, avec néanmoins des écarts importants d'un pays à l'autre. Réduire ce pourcentage à 10 % en 2010 est l'un des objectifs majeurs du processus de Lisbonne et, de l'avis même de la Commission, ce taux ne sera pas atteint malgré une tendance à la diminution depuis 2000³. Ce problème a un impact direct sur le plan économique et social tant une faible qualification accroît les risques de chômage. Il porte atteinte à la garantie des droits fondamentaux. Il heurte les idéaux de justice et d'égalité puisque les études statistiques montrent en quoi les différenciations scolaires demeurent toujours fortement corrélées aux milieux sociaux d'appartenance : les publics de milieux sociaux défavorisés constituent toujours le contingent principal de ce qui tend désormais à se définir et s'homogénéiser comme « groupes à risques » dans les débats internationaux.

Ce problème, en même temps, impose un véritable défi à l'action publique comme à la communauté des chercheurs. Les connaissances scientifiques jusqu'ici accumulées rappellent en quoi échecs et inégalités scolaires ne sont liés à *aucune fatalité*. Comment alors comprendre

¹ Ce projet de colloque a été sélectionné comme manifestation organisée par la France au titre de l'Année européenne : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=637>. Le contexte des trente ans d'éducation prioritaire se réfère à la création des premières Zones d'Éducation Prioritaires (ZEP) en 1981.

² L'étude a été soutenue par le programme Socrates 2. Elle a donné lieu à l'ouvrage : M. Demeuse, D. Frandji, D. Greger, J.-Y. Rochex, *Les politiques d'éducation prioritaire en Europe. Conceptions, mises en œuvre, débats*. INRP, 2008. Un second volume paraîtra en 2011. Descriptif en ligne : <http://cas.inrp.fr/CAS/recherches/europep-projet-socrates-2007-2009>

³ Commission européenne, *Progress Towards the Lisbon Objectives in Education and Training. Indicators and Benchmarks 2008*, Commission Staff Working Document, SEC (2008).

la persistance de ces phénomènes ? Quels sont les possibles de l'action collective en ce domaine ?

L'importance de l'institution scolaire dans la lutte contre les inégalités sociales a historiquement et officiellement été reconnue depuis les célèbres rapports Coleman (États-Unis, 1966) et Plowden (Royaume-Uni, 1967). Les premières politiques spécifiques ont d'ailleurs vu le jour dans le prolongement de ces travaux, sous la forme de politiques « compensatoires », puis progressivement de politiques « d'éducation prioritaire ». Dès les années soixante, celles-ci sont le plus souvent des *politiques territorialisées* : il s'agit d'accorder des moyens supplémentaires et de mobiliser des ressources, locales, professionnelles, pour lutter contre les *inégalités scolaires* dans les territoires urbains où se concentrent les populations les plus pauvres qui sont aussi, pour une large part, des populations migrantes ou désignées comme minorités. Certaines de ces politiques ont perduré jusqu'à nos jours ; elles ont néanmoins connu d'importantes transformations au nom de la lutte contre l'exclusion, tandis que de nouveaux dispositifs ont progressivement émergé ailleurs, relevant d'une tout autre philosophie.

L'étude EuroPEP synthétise différentes connaissances accumulées sur ces politiques. Elle analyse leurs contenus et modalités de mise en œuvre dans chacun des pays observés. Elle questionne leurs évolutions historiques, celles-ci impliquant la désignation des publics bénéficiaires, les formes d'organisation, de pilotage et de régulation, le curriculum, l'action pédagogique, les finalités. Multiplication de dispositifs particuliers ciblant désormais plus des publics que des territoires, programmes d'actions individualisées, insistance sur des logiques partenariales, nouvelles articulations des politiques éducatives et scolaires avec des politiques sociales, urbaines et de la santé, transformations et adaptations curriculaires autour des thématiques de la diversité et des « besoins spécifiques » ou de socles minimaux de compétences et de connaissances, sont autant d'éléments qui définissent un nouveau modèle éducatif, à ce jour encore trop peu débattu.

Le colloque sera l'occasion :

- de réunir des spécialistes internationaux de ces politiques
- de confronter les expériences observées dans les huit pays retenus par l'étude EuroPEP à celles d'autres pays et aires politico-culturelles ;
- de développer le débat entre acteurs, scientifiques et décideurs, pour une ouverture du champ des possibles d'action sur ce terrain des politiques et des pratiques éducatives.

Date et lieu du colloque : les 29, 30 novembre et 1^{er} décembre 2010 à Lyon – ENS de Lyon, 15 parvis René Descartes et INRP, 19 Allée de Fontenay, 69007, Lyon (Métro Debourg).

Déroulement : conférences plénières (avec traduction simultanée français/anglais) suivies d'ateliers en parallèles et de débats.

Le travail du colloque s'organisera autour des thématiques transversales suivantes :

T1. Évolution des modèles et référents politiques

Si les politiques ici considérées se sont d'abord argumentées au nom de la lutte contre les *inégalités éducatives liées aux inégalités sociales et culturelles* dans une perspective d'action compensatoire, d'autres référents semblent depuis mis en avant : celui de la « *lutte contre l'exclusion* », de la prise en compte des « *besoins éducatifs spécifiques* » et d'une « *éducation inclusive* ». Cette transformation des politiques ciblées est corrélative des changements de modes de régulation qui ont affecté les politiques scolaires nationales et internationales dans leur ensemble, qu'elles subissent mais contribuent aussi de manière non négligeable à définir. L'enjeu de cette thématique de travail consistera à comprendre ce qui se joue dans cette évolution, en décrivant ses manifestations dans différents pays et en menant la réflexion sur ses alternatives possibles. Les travaux sur ce thème porteront sur les politiques européennes, avec un éclairage sur l'actualité des politiques du continent américain. (Avec atelier A1)

T2. Territoires, réseaux, partenariats, gouvernance locale

Il semble que les nouveaux modèles des politiques ici considérées aillent de pair avec un moindre poids accordé aux *territoires* dans la définition de leurs modalités d'action. La

dimension territoriale est de fait peu présente dans les pays venus récemment à des politiques de ce style, tandis qu'elle semble reculer ailleurs, au profit d'une approche en termes de catégories de populations ou d'individus. Ainsi, en France, un modèle de l'excellence associé à des mesures d'« exfiltration » des élèves bons ou excellents de milieux défavorisés ou d'éducation prioritaire semble désormais fonder les mesures pour l'égalité des chances, et des programmes d'action individualisée se développent.

En fait, une telle dichotomie entre ciblage sur des territoires et ciblage sur des populations n'est pas entièrement satisfaisante pour appréhender la logique des politiques scolaires : le ciblage territorial est bien encore présent mais se redéfinit. Ce qui semble être en recul est un mode de ciblage visant non seulement à atteindre des populations au travers les territoires où elles résident et les établissements où leurs enfants sont scolarisés, mais aussi à mobiliser des ressources et des dynamiques collectives allant dans le sens de la démocratisation scolaire (perspective qui, dans les années 1980, a conduit certains chercheurs français à envisager les Zones d'éducation prioritaires comme un « laboratoire du changement social en éducation »⁴). C'est ainsi par exemple que des chercheurs portugais questionnent le passage de la politique des *Territoires Educatifs d'Intervention Prioritaires* d'une logique d'*empowerment* – où le territoire est pensé dans une problématique de mobilisation et de démocratie locale autour d'un établissement scolaire – à une logique de ciblage de « zones difficiles » dont le « traitement » appellerait la mise en œuvre de partenariats. De même, en Angleterre, le principe d'une action sur un territoire semble se reconfigurer autour de la mise en place de programmes conçus autour d'un principe de *multi-agency working*. Celui-ci engage une logique partenariale de services, éducatifs, sanitaires et sociaux, visant à agir sur les familles défavorisées et leurs enfants par l'intermédiaire de programmes d'interventions précoces (comme dans le programme *Sure Start*). Ces modalités d'interventions mettent en jeu des changements de formes de pilotage et de régulation locale. Elles font aussi souvent écho aux critiques portées sur certaines politiques d'éducation prioritaire, comme politiques *restées trop centrées sur les problèmes et actions de l'école*, et n'ayant pas su mobiliser d'autres ressources potentiellement disponibles parmi et autour des communautés locales. Pourtant, le couplage des politiques centrées sur la lutte contre les inégalités scolaires avec d'autres politiques et la multiplication des partenaires peuvent faire que *l'enjeu scolaire s'impose bien plus difficilement*. Cette question semble débattue en Grande Bretagne où s'observent désormais quelques approches se voulant innovantes prenant en charge le besoin de mieux coordonner les interventions visant à traiter simultanément toutes les formes de désavantage au niveau local, en respectant les finalités spécifiques des sphères d'intervention. Il est possible de rapprocher ces questionnements de ceux relatifs aux rapports entre la politique d'Éducation Prioritaire et la Politique de la ville en France, entre les finalités scolaires de transmission des savoirs, les notions de travail en réseau et les enjeux et fonctionnements actuels des programmes de Réussite Éducative, ou de la dynamique Espoir banlieue. (Avec atelier A2).

T3. Refontes, aménagements et adaptations curriculaires et pédagogiques

L'observation dans divers pays relève un paradoxe : alors que la dimension de transformation ou d'innovation pédagogique ou curriculaire se trouve au centre de nombreux propos et discours normatifs, prescriptifs ou incitatifs, fondateurs des politiques visant à lutter contre les inégalités scolaires, on sait fort peu de choses de l'effectivité des transformations et évolutions réellement mises en œuvre sur le terrain. L'objectif de cette thématique de travail est d'avancer dans cette direction en menant aussi bien la réflexion au niveau du curriculum formel (les contenus de savoirs et leurs formes de transmission tels qu'ils sont prescrits) que du curriculum réel (ce qui est effectivement transmis ou appris sur le terrain). Il s'agira de questionner :

- Les transformations curriculaires globales, dans la mesure où les dispositifs scolaires ici considérés paraissent directement concernés par les nouvelles définitions d'un curriculum pensé en termes de *compétences*, ou de *socle commun de savoirs et de compétences*, en rapport à un référentiel d'*obligation de résultats* et à la promotion de l'*évaluation*. La réflexion sur ces points passera notamment par une confrontation des différentes réformes des contenus d'enseignement menées dans le monde anglo-saxon

⁴ CRESAS, *Depuis 1981, l'école pour tous ? Zones d'Éducation Prioritaires*. Paris, 1985, INRP - L'Harmattan.

depuis les années 1960 et de celles s'opérant en France : qu'entendons-nous par culture scolaire en ce début de XXI^e siècle ? Quels types d'individus et quelles formes sociales globales, les programmes d'enseignement et leurs différenciations selon les publics scolaires, contribuent-ils ainsi à construire ?

- Les effets socialement différenciateurs ou égalisateurs des modalités de transmission des savoirs. Les rares travaux empiriques disponibles montrent en quoi les dispositifs scolaires ici considérés ont aussi été les plus touchés par l'évolution des idéologies pédagogiques qui peuvent se fonder sur une conception de l'élève « générique » peu sensible aux questions de recherches posées sur les pédagogies « invisibles » comme pédagogies *socialement privilégiantes*. Il paraît notamment nécessaire de sérieusement questionner les doxas de l'*individualisation* qui tendent à devenir les principales modalités d'action éducative menées au titre d'une logique de *prévention* ou de *remédiation*. (Avec atelier A3)

T4. Pauvreté, précarité, exclusion sociale et développement des jeunes enfants

Les relations entre milieux sociaux et développement cognitif sont une préoccupation ancienne des travaux de recherche en éducation particulièrement dans le domaine de la psychologie, et ces travaux ont, dès les années soixante, accompagné la mise en œuvre des politiques éducatives visant à combattre les inégalités et les exclusions.

Pour autant, les résultats de ces travaux, les hypothèses explicatives et les cadres théoriques sur lesquels ils reposent demeurent partiels, voire fragiles, et parfois controversés. Le manque de synthèse apparaît flagrant, de même que la nécessité de croiser des approches et interrogations émanant de différents champs et disciplines de recherche. Cet axe thématique visera à,

- faire l'état des lieux des connaissances portant sur l'influence des contextes sociaux de pauvreté, de précarité et de domination sociale sur la socialisation et le développement des dispositions socio-cognitives des enfants.
- croiser des savoirs d'horizons disciplinaires différents, et en particulier confronter les problématiques développées dans le domaine de la psychologie et dans celui de la sociologie, en interrogeant par exemple la première sur le caractère socialement situé de ses modèles, et la seconde sur sa réticence « à prendre au sérieux le versant cognitif des inégalités entre groupes sociaux »⁵.
- réinterroger les rapports entre développement individuel et développement collectif, entre expérience sociale et socialisation cognitive.

Et deux Forums :

Forum 1. « Trente ans d'Éducation Prioritaire en France »

Trente ans se sont passés depuis la mise en place des premières Zones d'Éducation prioritaires (1981). Trente ans d'expériences, de militantisme, d'élans, d'expérimentation, de moments d'oubli et de plans de relance, de tensions dans la détermination des objectifs, de tentative d'évaluation, de déception et de questionnement relatifs aux conditions de possibilité de la démocratisation du système d'enseignement. Ce forum principalement conçu avec et pour les acteurs professionnels de l'éducation prioritaire tentera de tirer les leçons de cette histoire tout en menant la réflexion sur quelques enjeux clés actuels : les conditions de réussite et les problèmes de l'action, l'apport de la recherche, l'évolution des métiers et de la division sociale du travail en éducation prioritaire, les enjeux du rapport entre une politique scolaire et une politique partenariale.

Forum 2. « Jeunes chercheurs »

Ce forum vise à recenser et présenter les travaux en cours, principalement les thèses de Doctorat, portant sur les quatre thématiques du colloque. Le forum s'attachera à faire un état des lieux de ces travaux en cours et à étudier les conditions de création d'un réseau de doctorants et de chercheurs travaillant sur ces thématiques.

⁵ M. Duru-Bellat, *Les inégalités sociales à l'école. Genèse et mythes*. Paris, 2002, PUF.

Programme

lundi 29 novembre

13h00 - 13h45. Ouverture du colloque

13h45 – 15h45. Évolution des modèles et des référents politiques

Séance présidée par Daniel Frandji (CAS-INRP)

- *Les politiques d'éducation prioritaire d'un âge à l'autre : apports d'une comparaison européenne.* Jean-Yves Rochex (Univ. Paris 8).
- *Educational inequality in the age of Obama: Will better measures and more accountability make a difference?* Adam Gamoran (University of Wisconsin-Madison, EU).

16h00-18h00. Forum «30 ans d'Éducation prioritaire en France»

- *Première séance. Table ronde. 30 ans (d'action, de relance, d'oublis, de militantisme, de débats, de recherche) en France ? Avec Anne Armand (IGEN), Alain Bourgarel (instituteur retraité), Catherine Moisan (IGEN). Séance présidée par Marc Demeuse (Univ. Mons, Belgique).*

mardi 30 novembre

09h00 – 11h00. Refontes, aménagements et adaptations curriculaires et pédagogiques

Séance présidée par Jean-Yves Rochex (Univ. Paris 8)

- *Pédagogie et curriculum de l'éducation prioritaire en France.* Anne Armand (IGEN)
- *Re-thinking the role of the curriculum in overcoming educational inequalities.* Michael Young (Institut of Education, U.K.)

11h30-13h15. T2. Territoires, réseaux, partenariats, gouvernance locale

Séance présidée par Sally Power (Cardiff School of social sciences, U.K.)

- *Area based initiatives in England: do they have a future?* Alan Dyson (Univ. of Manchester, U.K.).
- *Au Portugal : mobilisation collective ou partenariats ?* José A. Correia (Université de Porto, Portugal).

14h30 – 16h30. Ateliers en parallèle

A1. Trois expériences dans l'espace francophone. Avec, Marc André Deniger (Université de Montréal, Québec, Canada) ; Nathanaël Friant & Marc Demeuse (Université de Mons, Belgique) ; Bernard Riedweg (Réseau d'Enseignement prioritaire du canton de Genève, Suisse)

A2. Territoires et partenariat. Avec, Michael Rees & Elaine Ayre (expérience de la ville de Knowsley, U.K.) ; des représentants des RAR de Cherbourg et Quimper ; Laurence Potié (MRIE – Rhône Alpes)

A3. Transformations curriculaires et pédagogiques ? Avec, *Guadalupe Francia* (Univ. d'Uppsala, Suède) ; Marceline Laparra (Univ. de Metz) ; Eric Mangez (U.C.L. Louvain, Belgique, sous réserve)

17h00 – 18h30. Deux forums en parallèle

- *Seconde séance du Forum « 30 ans d'E.P en France » :* séance organisée avec l'OZP⁶ : « Pilotage et organisation du travail pédagogique ; ce qui change avec les nouveaux métiers de l'éducation prioritaire française », avec *Marc Douaire* (OZP) ; Michèle Coulon (CAREP de Reims) ; Séance présidée par Jean-Claude Emin (DEPP, e.r).
- *Forum « Jeunes chercheurs ».* Animé par Cintia Indarramendi (Univ. Paris 8) & Nathanaël Friant (Univ. de Mons, Belgique).

mercredi 1^{er} décembre

09h00–11h00. T3 et T4.

Séance présidée par David Greger (Univ. Charles de Prague, Rép. Tchèque)

- *Spirales de la précarisation et développement des enfants.* Chantal Zaouche Gaudron (Univ. de Toulouse).

⁶ L'association « Observatoire des Zones Prioritaires » (OZP), créée en France en 1990, a pour objectif de favoriser les échanges et la réflexion sur l'éducation prioritaire, et plus largement sur la lutte contre l'échec scolaire et l'exclusion dans les territoires de la politique de la ville. <http://www.association-ozp.net/>

- *Politics of inclusion, dynamics of exclusion. Discussing the effects of educational policies on pedagogical discourses.* Inés Dussel (Flacso, Argentine)

11h30 – 13h00. Grands témoins, conclusion

Dominique Glasman (Univ. de Chambéry) & Marceline Laparra (Univ. de Metz).

Comité scientifique du colloque

Anne ARMAND, Inspection Générale de l'Éducation Nationale, France ; Rui CANARIO, Professeur en sciences de l'éducation, Université de Lisbonne, Portugal ; Marc DEMEUSE, Professeur en sciences de l'éducation, Université de Mons, Belgique ; Jean-Claude ÉMIN, Direction de l'Évaluation de la Prospective et de la Performance (DEPP), France (e.r) ; Daniel FRANDJI, Maître de conférences en sociologie, Centre Alain-Savary - INRP, Lyon, France ; Dominique GLASMAN, Professeur de sociologie, Université de Savoie, France ; David GREGER, Charles University in Prague, République tchèque ; Françoise ŒUVRARD, Direction de l'Évaluation de la Prospective et de la Performance (DEPP), France ; Sally POWER, Professeur de sociologie, Cardiff School of social sciences, Pays de Galles ; Jean-Yves ROCHEX, Professeur en sciences de l'éducation, Université Paris 8 Saint-Denis, France

Contact : Daniel Frandji (Centre Alain Savary - INRP), daniel.frandji@inrp.fr - Jean Marie Pincemin (Service de l'Action et des Relations Internationales), jean-marie.pincemin@inrp.fr

Site Web (Informations, inscription en ligne) www.inrp.fr/europep-2010

En partenariat avec : « L'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » ; L'Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances (ACSÉ) et La Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS, Rhône Alpes) ; l'ENS de Lyon, Université Paris 8 St Denis (E.SCOL- CIRCEFT et réseau de recherche Reseida) ; Le Cluster 12, « Dynamiques sociales et territoriales. Programme de recherche en sciences sociales » (Région Rhône Alpes).